

PRE-POSITION DU KAZAKHSTAN

Révision du règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie

En tant que représentant de la **République du Kazakhstan**, je prends part aux négociations sur la révision du règlement (UE) 2018/1999 de la gouvernance de l'Union de l'énergie en tant qu'acteur clé et partenaire stratégique eurasien de l'Union européenne. Porté par notre « Stratégie 2050 » visant une compétitivité internationale de premier plan , le Kazakhstan est lié à l'UE par l'Accord de partenariat et de coopération renforcé (EPCA) . L'Union européenne représente notre premier partenaire commercial (50 % de nos échanges extérieurs) et le premier investisseur étranger (60 % des investissements directs étrangers dans le pays) . C'est cette assise économique solide et notre rôle de pont énergétique incontournable qui fondent notre légitimité à peser sur ce dossier.

Contexte de la mise à l'agenda

La révision du règlement de gouvernance s'inscrit dans un contexte d'adaptation aux objectifs climatiques de l'horizon 2040 tout en garantissant la résilience économique. Dans ce paysage, le Kazakhstan s'affirme comme un **fournisseur stable et indispensable** : nous assurons près de 80 % de nos exportations de pétrole vers les États membres de l'UE (plus de 60 millions de tonnes en 2025) [1], nous positionnant comme le troisième fournisseur d'hydrocarbures de l'UE hors Opep[2].

Parallèlement, notre pays partage les ambitions de neutralité carbone (visée pour 2060, avec 15 % d'énergies renouvelables d'ici 2030)[3] et s'engage dans des projets de transition concrets avec l'Europe (partenariats sur l'hydrogène vert, le projet éolien d'un gigawatt mené avec TotalEnergies, et la réduction des émissions de méthane) [4]. L'enjeu est donc de concilier nos exportations traditionnelles et notre essor vert avec les nouvelles exigences européennes.

Le Kazakhstan offre une opportunité à nos partenaires européens de se défaire de sa dépendance aux hydrocarbures en provenance de Russie ainsi que des minerais rares en provenance de Chine. Dans le contexte géopolitique actuel, nous sommes le partenaire idéal pour l'Europe.

---

[1] EU Reporter. (2026, June 24). *Energy synergy: How the Kazakhstan-EU strategic partnership is evolving*. https://fr.eureporter.co/world/kazakhstan/2026/06/24/energy-synergy-how-the-kazakhstan-eu-strategic-partnership-i

[2] Politique Internationale. (s. d.). L'Europe et le Kazakhstan : Partenariats et perspectives. *Revue Politique Inter* https://politiqueinternationale.com/revue/n-157-dossier-special-kazakhstan/dossier-special/leurope-et-le-kazak -et-perspectives

[3] EU Reporter. (2026, June 24). *Energy synergy: How the Kazakhstan-EU strategic partnership is evolving* https://fr.eureporter.co/world/kazakhstan/2026/06/24/energy-synergy-how-the-kazakhstan-eu-strategic-part

[4] Ibid

Configuration de la négociation

Face à la volonté de la Commission européenne de durcir les plans nationaux (PNEC) par le biais d'objectifs contraignants et de mécanismes de sanctions, **ma position défend un pragmatisme strict et le respect absolu de la souveraineté nationale** (garantie par l'article 194 du TFUE).

Rejet de l'imposition unilatérale : Des réglementations trop rigides ou des sanctions en cas de retard sur les trajectoires climatiques risquent de déstabiliser les marchés internationaux et de pénaliser nos approvisionnements [5].

Co-industrialisation des matières premières critiques : En tant que fournisseur stratégique de terres rares, de graphite et d'uranium indispensables à la transition de l'UE [6], nous refusons une relation purement extractive. La coopération doit intégrer le transfert technologique et la transformation locale.

Sécurisation du Corridor transcaspien (Middle Corridor) : Ce corridor logistique majeur constitue l'alternative incontournable pour sécuriser les flux d'échanges entre l'Asie centrale et le marché européen, à l'abri des zones de tension.

Perspectives et stratégies

Pour peser efficacement lors des négociations de cet automne 2026 à Bruxelles, notre stratégie s'articule autour de trois axes :

Un dialogue constructif avec les institutions : Promouvoir des dispositions transitoires flexibles concernant les exigences sur le méthane et l'hydrogène, en valorisant notre rôle dans la sécurité d'approvisionnement

.**La recherche d'alliances pragmatiques :** Travailler de concert avec les États membres et les groupes politiques attachés au respect du mix énergétique (incluant le gaz et le nucléaire) et opposés à une surréglementation technocratique étouffant la compétitivité.

L'ancrage des grands projets d'infrastructure : Inscrire le Corridor d'énergie verte (reliant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan à l'UE) dans les priorités de l'initiative « Global Gateway », non comme un outil de contrainte, mais comme un pont de coopération mutuelle.

En conclusion, le Kazakhstan ne doit pas être cantonné au rôle de simple variable d'ajustement énergétique. La révision du règlement de gouvernance doit impérativement préserver la flexibilité indispensable à notre stabilité économique commune.

[5] Novastan. (s. d.). *En visite à Bruxelles, Kassym-Jomart Tokaïev met le corridor médian au centre des priori*
https://novastan.org/fr/kazakhstan/en-visite-a-bruxelles-kassym-jomart-tokaiev-met-le-corridor-median-au-c

[6] Reporterre. (s. d.). *L'Europe sacrifie l'Asie centrale pour trouver son énergie verte*.
https://reporterre.net/L-Europe-sacrifie-l-Asie-centrale-pour-trouver-son-energie-verte

